

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2021/43066]

25 OCTOBRE 2021. — Arrêté ministériel accordant une subvention de 109.538,43 euros à l'asbl Pro Vélo pour l'année 2021

Vu la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, en particulier les articles 1 et 1 bis;

Vu l'article 216ter, § 1, du code de procédure pénale;

Vu les articles 37quinquies à 37septies du code pénal;

Vu l'article 4 de la loi du 6 décembre 2005 relative à la répartition d'une partie des recettes fédérales en matière de sécurité routière;

Vu l'arrêté Royal du 17 décembre 2003 relatif à la subvention d'organismes offrant un encadrement spécialisé aux citoyens impliqués dans une procédure judiciaire;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 1968 réglant l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances du 28 septembre 2021;

Arrête :

Article 1^{er}. Une subvention de 109.538,43 € est attribuée à l'asbl Pro Vélo pour l'année budgétaire 2021. Ce montant est payé sur le numéro de compte 068-2160140-74 de l'asbl Pro Vélo.

Art. 2. La subvention est accordée pour les frais de personnel et de fonctionnement.

Art. 3. Les subsides sont versés par tranche bimestrielle. Une première tranche (2/12) est versée après réception de la déclaration visée à l'article 9 de l'arrêté royal du 17 décembre 2003 relatif à la subvention d'organismes offrant un encadrement spécialisé aux citoyens impliqués dans une procédure judiciaire.

Art. 4. La fixation définitive des subsides sera faite après présentation des pièces justificatives concernant la période pour laquelle les subsides ont été octroyés, et après que l'organisme ait transmis un rapport financier au ministre, comme prévu à l'article 11 de l'arrêté royal précité.

Le rapport et les pièces justificatives sont présentés au plus tard trois mois après la fin de l'année d'activité.

Art. 5. Les subsides éventuellement octroyés en trop doivent être remboursés conformément à l'article 12 de l'arrêté royal visé à l'article 3.

Art. 6. Cet arrêté entre en vigueur du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Donné à Bruxelles, le 25 octobre 2021.

Le Vice-Premier Ministre et la Ministre de la Justice et de la Mer du Nord,

V. VAN QUICKENBORNE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2021/43066]

25 OKTOBER 2021. — Ministerieel besluit tot toekenning van een subsidie van 109.538,43 euro aan de v.z.w. Pro Vélo voor het jaar 2021

Gelet op de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, inzonderheid op de artikelen 1 en 1bis;

Gelet op artikel 216ter, § 1, van het Wetboek van Strafvordering;

Gelet op de artikelen 37 quinquies tot 37 septies van het Strafwetboek;

Gelet op artikel 4 van de wet van 6 december 2005 betreffende de verdeling van een deel van de federale ontvangsten inzake verkeersveiligheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2003 betreffende de subsidiëring van instellingen die voorzien in een gespecialiseerde begeleiding voor burgers die betrokken zijn in een gerechtelijke procedure;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 1968 tot inrichting en coördinatie van de controles op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 28 september 2021;

Besluit :

Artikel 1. Aan de v.z.w. Pro Vélo wordt een subsidie toegekend van 109.538,43 € voor het begrotingsjaar 2021. Dit bedrag wordt uitbetaald op rekeningnummer 068-2160140-74 van de vzw Pro Vélo.

Art. 2. De subsidie wordt toegekend voor de personeelskosten en de werkingskosten.

Art. 3. De subsidie zal in tweemaandelijks schijven worden uitbetaald. Een eerste schijf (2/12) wordt uitbetaald na ontvangst van de aangifte bedoeld in artikel 9 van het koninklijk besluit van 17 december 2003 betreffende de subsidiëring van instellingen die voorzien in een gespecialiseerde begeleiding voor burgers die betrokken zijn in een gerechtelijke procedure.

Art. 4. De subsidie wordt definitief vastgelegd na voorlegging van de bewijsstukken betreffende de periode waarop de subsidie betrekking heeft en nadat de instelling aan de minister een financieel verslag heeft bezorgd, zoals bedoeld in artikel 11 van het bovenvermeld koninklijk besluit.

Het verslag en de bewijsstukken worden uiterlijk drie maanden na afloop van het werkingsjaar overgemaakt.

Art. 5. Het eventueel te veel aan uitbetaalde subsidies dient te worden terugbetaald, overeenkomstig artikel 12 van het in artikel 3 vermelde koninklijk besluit.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021 tot en met 31 december 2021.

Gegeven te Brussel, 25 oktober 2021.

De Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee,

V. VAN QUICKENBORNE

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2021/205186]

Extrait de l'arrêt n° 150/2021 du 21 octobre 2021

Numéro du rôle : 7598

En cause : le recours en annulation des articles 1^{er} et 2 du décret de la Communauté française du 22 octobre 2020 « modifiant le décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires », introduit par Emily Brugger.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents P. Nihoul et L. Lavrysen, des juges J.-P. Moerman, R. Leysen, J. Moerman et Y. Kherbache, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, du président émérite F. Daoût, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président émérite F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 10 juin 2021 et parvenue au greffe le 11 juin 2021, Emily Brugger, assistée et représentée par Me J. Bourtembourg, avocat au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation des articles 1^{er} et 2 du décret de la Communauté française du 22 octobre 2020 « modifiant le décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires » (publié au *Moniteur belge* du 29 octobre 2020).

Le 23 juin 2021, en application de l'article 72, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les juges-rapporteurs J.-P. Moerman et J. Moerman ont informé la Cour qu'ils pourraient être amenés à proposer de mettre fin à l'examen de l'affaire par un arrêt rendu sur procédure préliminaire.

(...)

II. En droit

(...)

B.1. Le programme du premier cycle des études universitaires de sciences vétérinaires, dont la réussite est sanctionnée par l'obtention du grade de bachelier, est divisé en trois « blocs annuels de 60 crédits » (article 15, § 1^{er}, 10^o, 26^o, 41^o et 58^o, du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013 « définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études », article 83, § 1^{er}, 12^o, et article 124, alinéa 3, du même décret).

L'article 100, § 2, du décret du 7 novembre 2013, tel qu'il a été remplacé par l'article 16 du décret du 3 mai 2019 « portant diverses mesures relatives à l'Enseignement supérieur et à la Recherche », dispose :

« Au-delà des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle, le programme annuel d'un étudiant comprend :

1^o les unités d'enseignement du programme d'études auxquelles il avait déjà été inscrit et dont il n'aurait pas encore acquis les crédits correspondants, à l'exception des unités optionnelles du programme qui avaient été choisies par l'étudiant qu'il peut délaisser;

2^o des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, pour lesquelles il remplit les conditions prérequis ».

B.2.1. L'article 4 du décret du 13 juillet 2016 « relatif aux études de sciences vétérinaires » (ci-après : le décret du 13 juillet 2016) dispose :

« Pour l'application de l'article 100, § 2 du décret du 7 novembre 2013, au-delà des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle, seuls les étudiants porteurs d'une attestation d'accès à la suite du programme du cycle peuvent inscrire dans leur programme d'études les unités d'enseignement de la suite du programme du premier cycle en sciences vétérinaires ».

Le nombre global des « attestations d'accès à la suite du programme du cycle » qui sont délivrées chaque année en Communauté française est limité. Le Gouvernement de la Communauté française arrête annuellement le nombre d'attestations que chaque université qui organise des études de sciences vétérinaires pourra délivrer (article 5 du décret du 13 juillet 2016).

Pour pouvoir obtenir une des attestations disponibles dans l'université au sein de laquelle il a suivi ses études, l'étudiant doit avoir « acquis au moins 45 des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle » et avoir été classé en ordre utile à l'issue d'un concours organisé par son université à la fin du deuxième quadrimestre de l'année académique (article 6 du décret du 13 juillet 2016). Un étudiant ne peut représenter ce concours qu'une seule fois, en règle lors de l'année académique suivante (article 8 du même décret). Les attestations sont délivrées par chaque université au plus tard le 13 septembre (article 6, § 2, alinéa 2, du même décret).

B.2.2. À l'origine, l'article 12 du décret du 13 juillet 2016 disposait :

« Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2016-2017, à l'exception des articles 2 et 4 qui entrent en vigueur pour l'année académique 2017-2018. Le présent décret produit ses effets jusqu'à l'année académique 2019-2020 incluse. Il fera l'objet d'une évaluation, par le Gouvernement, au plus tard durant l'année académique 2019-2020 ».

Il résulte de ce texte que l'article 4 du décret du 13 juillet 2016, cité en B.2.1, ne produit pas d'effets pour l'année académique 2020-2021. Dès lors qu'une année académique « commence le 14 septembre » (article 15, § 1^{er}, 6^o, du décret du 7 novembre 2013), un étudiant pouvait donc, le 14 septembre 2020 et les semaines suivantes, s'inscrire au deuxième « bloc annuel de 60 crédits » du programme du premier cycle des études universitaires de sciences vétérinaires, même s'il n'était pas porteur de l'« attestation d'accès à la suite du programme du cycle » visée à l'article 4 du décret du 13 juillet 2016.

B.3.1. L'article 1^{er} du décret du 22 octobre 2020 « modifiant le décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires » (ci-après : le décret du 22 octobre 2020) modifie l'article 12 du décret du 13 juillet 2016, cité en B.2.2, en remplaçant, dans sa deuxième phrase, les termes « 2019-2020 » par les termes « 2020-2021 ».

L'article 2 du décret du 22 octobre 2020 dispose :

« Le présent décret produit ses effets le 1^{er} juillet 2020 ».

B.3.2. Le décret du 22 octobre 2020 a été publié au *Moniteur belge* du 29 octobre 2020.

En vertu de l'article 56 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ce décret est donc entré en vigueur le dixième jour après cette publication, soit le 8 novembre 2020.

B.4.1. Comme il est rappelé en B.2.2, une année académique « commence le 14 septembre ». L'année académique 2020-2021 a donc commencé le 14 septembre 2020.

Avant sa modification par l'article 1^{er} du décret du 22 octobre 2020, l'article 12 du décret du 13 juillet 2016 ne permettait pas l'application de l'article 4 du même décret, reproduit en B.2.1, durant l'année académique 2020-2021. L'un des effets de la modification de l'article 12 du décret du 13 juillet 2016 par le décret du 22 octobre 2020 est de permettre l'application de cet article 4 durant cette année académique.

Vu que, comme il est dit en B.3.2, l'article 1^{er} du décret du 22 octobre 2020 n'est entré en vigueur que le 8 novembre 2020, c'est-à-dire lorsque l'année académique 2020-2021 était déjà entamée, il a un effet rétroactif en ce qu'il permet l'application de l'article 4 du décret du 13 juillet 2016 durant la partie de cette année académique qui est antérieure à l'entrée en vigueur du décret du 22 octobre 2020.

B.4.2. En disposant que l'article 1^{er} du décret du 22 octobre 2020 produit ses effets dès le 1^{er} juillet 2020, l'article 2 de ce décret indique qu'il y a lieu de considérer qu'à partir de ce jour-là, il n'était pas possible d'inscrire un étudiant qui n'était pas porteur de l'« attestation d'accès à la suite du programme du cycle » visée à l'article 4 du décret du 13 juillet 2016 au deuxième « bloc annuel de 60 crédits » du programme du premier cycle des études universitaires de sciences vétérinaires.

B.5. Par l'arrêt n° 82/2021 du 3 juin 2021, la Cour a dit pour droit, en réponse à une question préjudicielle du Conseil d'État, que les articles 1^{er} et 2 du décret du 22 octobre 2020 violent les articles 10, 11 et 24, § 3, première phrase, de la Constitution, lus en combinaison avec le principe général de la non-rétroactivité des lois, en ce qu'ils confèrent un effet rétroactif à la prolongation des effets de l'article 4 du décret du 13 juillet 2016 au-delà de l'année académique 2019-2020.

B.6. Il ressort des développements de la requête que le recours en annulation introduit en application de l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, tend à l'annulation des articles 1^{er} et 2 du décret du 22 octobre 2020 en ce qu'ils confèrent un effet rétroactif à la prolongation des effets de l'article 4 du décret du 13 juillet 2016 au-delà de l'année académique 2019-2020.

B.7. L'arrêt n° 82/2021 motive le constat de violation de la Constitution par les considérations suivantes :

« B.6. La non-rétroactivité des lois est une garantie ayant pour but de prévenir l'insécurité juridique. Cette garantie exige que le contenu du droit soit prévisible et accessible, de sorte que le justiciable puisse prévoir, dans une mesure raisonnable, les conséquences d'un acte déterminé au moment où cet acte est accompli. La rétroactivité ne se justifie que si elle est indispensable à la réalisation d'un objectif d'intérêt général.

[...]

B.7. Une règle doit être qualifiée de rétroactive si elle s'applique à des faits, actes et situations qui étaient définitivement accomplis au moment où elle est entrée en vigueur.

[...]

B.9. Saisie le 22 juillet 2020 d'une demande d'avis sur un avant-projet de décret contenant des dispositions identiques à ces deux articles du décret du 22 octobre 2020, la section de législation du Conseil d'État rappelle, dans l'avis 67.831/2 du 21 septembre 2020, que la non-rétroactivité des lois a pour but de prévenir l'insécurité juridique et que la rétroactivité d'une disposition législative ne se justifie que si elle est indispensable à la réalisation d'un objectif d'intérêt général. Dans cet avis, la section de législation du Conseil d'État invite l'auteur des dispositions visées à exposer la justification de l'effet rétroactif des mesures envisagées (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2020-2021, n° 127/1, pp. 34-35, 38 et 47).

B.10. Les auteurs du décret du 22 octobre 2020 justifient la rétroactivité attachée à la prolongation des effets de l'article 4 du décret du 13 juillet 2016 au-delà de l'année académique 2019-2020 par ' la nécessité de donner une base légale ', par le ' souci de sécurité juridique ' et par la nécessité de disposer de l'évaluation prévue par l'article 12 du même décret (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2020-2021, n° 129/1, pp. 3-4; *CRJ*, Parlement de la Communauté française, n° 5, 21 octobre 2020, pp. 30-31).

B.11. De telles justifications ne suffisent pas pour qu'il soit établi que l'effet rétroactif qui résulte des deux dispositions en cause est indispensable à la réalisation d'un objectif d'intérêt général ».

B.8. Pour les mêmes motifs, le recours en annulation est fondé.

Par ces motifs,

la Cour

annule les articles 1^{er} et 2 du décret de la Communauté française du 22 octobre 2020 « modifiant le décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires », en ce qu'ils confèrent un effet rétroactif à la prolongation des effets de l'article 4 du décret de la Communauté française du 13 juillet 2016 « relatif aux études de sciences vétérinaires » au-delà de l'année académique 2019-2020.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 21 octobre 2021.

Le greffier,

F. Meersschaut

Le président,

F. Daoût

GRONDWETTELIJK HOF

[2021/205186]

Uittreksel uit arrest nr. 150/2021 van 21 oktober 2021

Rolnummer 7598

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 1 en 2 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 22 oktober 2020 « houdende wijziging van het decreet van 13 juli 2016 betreffende de studie diergeneeskunde », ingesteld door Emily Brugger.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters P. Nihoul en L. Lavrysen, de rechters J.-P. Moerman, R. Leysen, J. Moerman en Y. Kherbache, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter F. Daoût, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van emeritus voorzitter F. Daoût,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van het beroep en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 10 juni 2021 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 11 juni 2021, heeft Emily Brugger, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Bourtembourg, advocaat bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 1 en 2 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 22 oktober 2020 « houdende wijziging van het decreet van 13 juli 2016 betreffende de studie diergeneeskunde » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 oktober 2020).

Op 23 juni 2021 hebben de rechters-verslaggevers J.-P. Moerman en J. Moerman, met toepassing van artikel 72, eerste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, het Hof ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht voor te stellen het onderzoek van de zaak af te doen met een arrest gewezen op voorafgaande rechtspleging.

(...)

II. In rechte

(...)

B.1. Het programma van de eerste cyclus van de universitaire studies diergeneeskunde, waarvoor het slagen wordt bekrachtigd door het verkrijgen van de graad van bachelor, is onderverdeeld in drie « studiejaren van 60 studiepunten » (artikel 15, § 1, 10°, 26°, 41° en 58°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013 « tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies », artikel 83, § 1, 12°, en artikel 124, derde lid, van hetzelfde decreet).

Artikel 100, § 2, van het decreet van 7 november 2013, zoals vervangen bij artikel 16 van het decreet van 3 mei 2019 « houdende diverse maatregelen betreffende het Hoger Onderwijs en het Onderzoek », bepaalt :

« Naast de eerste 60 studiepunten van de bacheloropleiding, omvat het jaarprogramma van een student van de eerste cyclus :

1° de onderwijseenheden van de opleiding waarvoor hij reeds ingeschreven was en waarvoor hij de overeenkomstige studiepunten nog niet verdiend had, met uitzondering van de optie-eenheden in de opleiding die door de student die hij heeft gekozen niet meer te volgen;

2° de onderwijseenheden van de rest van het cyclusprogramma, waarvoor hij aan de vooraf geveerde voorwaarden voldoet ».

B.2.1. Artikel 4 van het decreet van 13 juli 2016 « betreffende de studie diergeneeskunde » (hierna : het decreet van 13 juli 2016) bepaalt :

« Voor de toepassing van artikel 100, § 2 van het decreet van 7 november 2013, buiten de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus, kunnen alleen de studenten die houder zijn van een attest van toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus in hun studieprogramma de onderwijseenheden van de eerste cyclus in de diergeneeskunde opnemen ».

Het totale aantal « attesten van toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus » die elk jaar in de Franse Gemeenschap worden uitgereikt, is beperkt. De Franse Gemeenschapsregering stelt jaarlijks het aantal attesten vast dat elke universiteit die studies diergeneeskunde organiseert, zal mogen uitreiken (artikel 5 van het decreet van 13 juli 2016).

Om een van de attesten te kunnen verkrijgen die beschikbaar zijn in de universiteit waar de student zijn studies heeft gevolgd, moet die laatste « minstens 45 van de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus » hebben behaald en batig gerangschikt zijn na een vergelijkend examen dat zijn universiteit organiseert op het einde van het tweede quadrimester van het academiejaar (artikel 6 van het decreet van 13 juli 2016). Een student kan slechts eenmaal opnieuw deelnemen aan dat vergelijkend examen, in de regel in het volgende academiejaar (artikel 8 van hetzelfde decreet). De attesten worden door elke universiteit uiterlijk op 13 september uitgereikt (artikel 6, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet).

B.2.2. Aanvankelijk bepaalde artikel 12 van het decreet van 13 juli 2016 :

« Dit decreet treedt in werking voor het academiejaar 2016-2017, met uitzondering van de artikelen 2 en 4, die in werking treden voor het academiejaar 2017-2018. Dit decreet heeft uitwerking tot en met het academiejaar 2019-2020. Het wordt door de Regering uiterlijk gedurende het academiejaar 2019-2020 geëvalueerd ».

Uit die tekst vloeit voort dat artikel 4 van het decreet van 13 juli 2016, aangehaald in B.2.1, geen uitwerking heeft voor het academiejaar 2020-2021. Daar een academiejaar « op 14 september begint » (artikel 15, § 1, 6°, van het decreet van 7 november 2013), kon een student zich dus, op 14 september 2020 en de daaropvolgende weken, inschrijven voor het tweede « studiejaar van 60 studiepunten » van het programma van de eerste cyclus van de universitaire studies diergeneeskunde, zelfs wanneer hij geen houder was van het « attest van toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus » bedoeld in artikel 4 van het decreet van 13 juli 2016.

B.3.1. Artikel 1 van het decreet van 22 oktober 2020 « houdende wijziging van het decreet van 13 juli 2016 betreffende de studie diergeneeskunde » (hierna : het decreet van 22 oktober 2020) wijzigt artikel 12 van het decreet van 13 juli 2016, aangehaald in B. 2.2, waarbij in de tweede zin de jaren « 2019-2020 » worden vervangen door de jaren « 2020-2021 ».

Artikel 2 van het decreet van 22 oktober 2020 bepaalt :

« Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2020 ».

B.3.2. Het decreet van 22 oktober 2020 is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 oktober 2020.

Krachtens artikel 56 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen is dat decreet dus in werking getreden op de tiende dag na die bekendmaking, namelijk op 8 november 2020.

B.4.1. Zoals eraan wordt herinnerd in B.2.2, begint een academiejaar « op 14 september ». Het academiejaar 2020-2021 is dus begonnen op 14 september 2020.

Vóór de wijziging ervan bij artikel 1 van het decreet van 22 oktober 2020 maakte artikel 12 van het decreet van 13 juli 2016 de toepassing van artikel 4 van hetzelfde decreet, weergegeven in B.2.1, niet mogelijk gedurende het academiejaar 2020-2021. Een van de gevolgen van de wijziging van artikel 12 van het decreet van 13 juli 2016 bij het decreet van 22 oktober 2020 bestaat erin de toepassing van dat artikel 4 mogelijk te maken gedurende dat academiejaar.

Aangezien, zoals is vermeld in punt 3.2, artikel 1 van het decreet van 22 oktober 2020 pas op 8 november 2020 in werking is getreden, met andere woorden wanneer het academiejaar 2020-2021 reeds was aangevat, heeft het een terugwerkende kracht in zoverre het de toepassing van artikel 4 van het decreet van 13 juli 2016 mogelijk maakt gedurende het deel van dat academiejaar vóór de inwerkingtreding van het decreet van 22 oktober 2020.

B.4.2. Door te bepalen dat artikel 1 van het decreet van 22 oktober 2020 uitwerking heeft met ingang van 1 juli 2020, wordt in artikel 2 van dat decreet aangegeven dat ervan dient te worden uitgegaan dat het vanaf die dag niet mogelijk was een student in te schrijven die niet in het bezit was van het « attest van toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus » bedoeld in artikel 4 van het decreet van 13 juli 2016 voor het tweede « studiejaar van 60 studiepunten » van het programma van de eerste cyclus van de universitaire studies diergeneeskunde.

B.5. Bij het arrest nr. 82/2021 van 3 juni 2021 heeft het Hof, in antwoord op een prejudiciële vraag van de Raad van State, voor recht gezegd dat de artikelen 1 en 2 van het decreet van 22 oktober 2020 de artikelen 10, 11 en 24, § 3, eerste zin, van de Grondwet, in samenhang gelezen met het algemeen beginsel van de niet-retroactiviteit van de wetten, schenden in zoverre zij een terugwerkende kracht toekennen aan de verlenging van de gevolgen van artikel 4 van het decreet van 13 juli 2016 tot na het academiejaar 2019-2020.

B.6. Uit de uiteenzettingen van het verzoekschrift blijkt dat het beroep tot vernietiging ingesteld met toepassing van artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, strekt tot de vernietiging van de artikelen 1 en 2 van het decreet van 22 oktober 2020 in zoverre zij een terugwerkende kracht toekennen aan de verlenging van de gevolgen van artikel 4 van het decreet van 13 juli 2016 tot na het academiejaar 2019-2020.

B.7. Het arrest nr. 82/2021 motiveert de vaststelling van schending van de Grondwet door de volgende overwegingen :

« B.6. De niet-retroactiviteit van de wetten is een waarborg die tot doel heeft rechtsonzekerheid te voorkomen. Die waarborg vereist dat de inhoud van het recht voorzienbaar en toegankelijk is, zodat de rechtzoekende de gevolgen van een bepaalde handeling in redelijke mate kan voorzien op het ogenblik dat die handeling wordt gesteld. De terugwerkende kracht is enkel verantwoord indien die absoluut noodzakelijk is voor de verwezenlijking van een doelstelling van algemeen belang.

[...]

B.7. Een regel moet als retroactief worden gekwalificeerd wanneer hij van toepassing is op feiten, handelingen en toestanden die definitief waren voltrokken op het ogenblik dat hij in werking is getreden

[...]

B.9. De afdeling wetgeving van de Raad van State, waaraan op 22 juli 2020 een verzoek om advies over een voorontwerp van decreet met dezelfde bepalingen als die twee artikelen van het decreet van 22 oktober 2020 is gericht, herinnert in het advies 67.831/2 van 21 september 2020 eraan dat de niet-retroactiviteit van de wetten tot doel heeft rechtsonzekerheid te voorkomen en dat de retroactiviteit van een wetsbepaling alleen te verantwoorden is wanneer die absoluut noodzakelijk is voor het bereiken van een doel van algemeen belang. In dat advies verzoekt de afdeling wetgeving van de Raad van State de auteur van de beoogde bepalingen om de verantwoording voor de retroactieve werking van de overwogen maatregelen uiteen te zetten (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2020-2021, nr. 127/1, pp. 34-35, 38 en 47).

B.10. De auteurs van het decreet van 22 oktober 2020 verantwoorden de retroactiviteit die is verbonden aan de verlenging van de gevolgen van artikel 4 van het decreet van 13 juli 2016 tot na het academiejaar 2019-2020 door ' de noodzaak om een wettelijke grondslag te bieden ', door de ' zorg om rechtszekerheid ' en door de noodzaak om te kunnen beschikken over de evaluatie waarin artikel 12 van hetzelfde decreet voorziet (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2020-2021, nr. 129/1, pp. 3-4; *CRI*, Parlement van de Franse Gemeenschap, nr. 5, 21 oktober 2020, pp. 30-31).

B.11. Een dergelijke verantwoording volstaat niet om vast te stellen dat de terugwerkende kracht die voortvloeit uit de twee in het geding zijnde bepalingen noodzakelijk is voor het bereiken van een doel van algemeen belang ».

B.8. Om dezelfde redenen is het beroep tot vernietiging gegrond.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt de artikelen 1 en 2 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 22 oktober 2020 « houdende wijziging van het decreet van 13 juli 2016 betreffende de studie diergeneeskunde », in zoverre zij een terugwerkende kracht toekennen aan de verlenging van de gevolgen van artikel 4 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 juli 2016 « betreffende de studie diergeneeskunde » tot na het academiejaar 2019-2020.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 21 oktober 2021.

De griffier,

F. Meersschaut

De voorzitter,

F. Daoût

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2021/205186]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 150/2021 vom 21. Oktober 2021

Geschäftsverzeichnisnummer 7598

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 1 und 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 22. Oktober 2020 « zur Abänderung des Dekrets vom 13. Juli 2016 über das Studium der Veterinärmedizin », erhoben von Emily Brugger.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten P. Nihoul und L. Lavrysen, den Richtern J.-P. Moerman, R. Leysen, J. Moerman und Y. Kherbache, und dem emeritierten Präsidenten F. Daoût gemäß Artikel 60*bis* des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant, unter dem Vorsitz des emeritierten Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 10. Juni 2021 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 11. Juni 2021 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Emily Brugger, unterstützt und vertreten durch RA J. Bourtembourg, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 1 und 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 22. Oktober 2020 « zur Abänderung des Dekrets vom 13. Juli 2016 über das Studium der Veterinärmedizin » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 29. Oktober 2020).

Am 23. Juni 2021 haben die referierenden Richter J.-P. Moerman und J. Moerman in Anwendung von Artikel 72 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof den Gerichtshof davon in Kenntnis gesetzt, dass sie dazu veranlasst werden könnten, vorzuschlagen, die Untersuchung der Rechtssache durch einen Vorverfahrensentscheid zu erledigen.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

B.1. Das Programm des ersten Zyklus des Universitätsstudiums der Veterinärmedizin, dessen Bestehen durch die Erlangung des Bachelorgrades bestätigt wird, gliedert sich in drei « Jahresblöcke von 60 Studienpunkten » (Artikel 15 § 1 Nrn. 10, 26, 41 und 58 des Dekrets vom 7. November 2013 « zur Bestimmung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums », Artikel 83 § 1 Nr. 12 und Artikel 124 Absatz 3 desselben Dekrets).

Artikel 100 § 2 des Dekrets vom 7. November 2013, ersetzt durch Artikel 16 des Dekrets vom 3. Mai 2019 « zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Bezug auf das Hochschulwesen und die Forschung » bestimmt:

« Au-delà des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle, le programme annuel d'un étudiant comprend :

1° les unités d'enseignement du programme d'études auxquelles il avait déjà été inscrit et dont il n'aurait pas encore acquis les crédits correspondants, à l'exception des unités optionnelles du programme qui avaient été choisies par l'étudiant qu'il peut délaïsser;

2° des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, pour lesquelles il remplit les conditions prérequisées ».

B.2.1. Artikel 4 des Dekrets vom 13. Juli 2016 « über das Studium der Veterinärmedizin » (nachstehend: Dekret vom 13. Juli 2016) bestimmt:

« Pour l'application de l'article 100, § 2 du décret du 7 novembre 2013, au-delà des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle, seuls les étudiants porteurs d'une attestation d'accès à la suite du programme du cycle peuvent inscrire dans leur programme d'études les unités d'enseignement de la suite du programme du premier cycle en sciences vétérinaires ».

Die Gesamtzahl der « Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm des Zyklus », die jedes Jahr in der Französischen Gemeinschaft ausgestellt werden, ist begrenzt. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft legt jedes Jahr die Anzahl der Bescheinigungen fest, die jede Universität, die das Studium der Veterinärmedizin organisiert, ausstellen kann (Artikel 5 des Dekrets vom 13. Juli 2016).

Damit ein Studierender eine der verfügbaren Bescheinigungen an der Universität, an der er studiert hat, erlangen kann, muss er « mindestens 45 der ersten 60 Studienpunkte des Programms des Studiums des ersten Zyklus erhalten » haben und nach einer Auswahlprüfung, die von seiner Universität am Ende des zweiten Quadrimesters des akademischen Jahres organisiert wird, günstig eingestuft sein (Artikel 6 des Dekrets vom 13. Juli 2016). Ein Studierender kann diese Auswahlprüfung nur einmal erneut ablegen, in der Regel im folgenden akademischen Jahr (Artikel 8 desselben Dekrets). Die Bescheinigungen werden von jeder Universität spätestens am 13. September ausgestellt (Artikel 6 § 2 Absatz 2 desselben Dekrets).

B.2.2. Ursprünglich bestimmte Artikel 12 des Dekrets vom 13. Juli 2016:

« Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2016-2017, à l'exception des articles 2 et 4 qui entrent en vigueur pour l'année académique 2017-2018. Le présent décret produit ses effets jusqu'à l'année académique 2019-2020 incluse. Il fera l'objet d'une évaluation, par le Gouvernement, au plus tard durant l'année académique 2019-2020 ».

Aus diesem Text geht hervor, dass der in B.2.1 zitierte Artikel 4 des Dekrets vom 13. Juli 2016 nicht für das akademische Jahr 2020-2021 gilt. Da ein akademisches Jahr « am 14. September anfängt » (Artikel 15 § 1 Nr. 6 des Dekrets vom 7. November 2013), konnte ein Studierender sich also am 14. September 2020 und in den darauf folgenden Wochen auch dann für den zweiten « Jahresblock von 60 Studienpunkten » des Programms des ersten Zyklus des Universitätsstudiums der Veterinärmedizin einschreiben, wenn er nicht Inhaber der in Artikel 4 des Dekrets vom 13. Juli 2016 erwähnten « Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus » war.

B.3.1. Artikel 1 des Dekrets vom 22. Oktober 2020 « zur Abänderung des Dekrets vom 13. Juli 2016 über das Studium der Veterinärmedizin » (nachstehend: Dekret vom 22. Oktober 2020) ändert den in B.2.2 zitierten Artikel 12 des Dekrets vom 13. Juli 2016 ab, indem im zweiten Satz die Jahreszahlen « 2019-2020 » durch die Jahreszahlen « 2020-2021 » ersetzt werden.

Artikel 2 des Dekrets vom 22. Oktober 2020 bestimmt:

« Le présent décret produit ses effets le 1^{er} juillet 2020 ».

B.3.2. Das Dekret vom 22. Oktober 2020 wurde im *Belgischen Staatsblatt* vom 29. Oktober 2020 veröffentlicht.

Aufgrund von Artikel 56 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen ist dieses Dekret also am zehnten Tag nach dieser Veröffentlichung, d.h. am 8. November 2020 in Kraft getreten.

B.4.1. Wie in B.2.2 in Erinnerung gerufen wurde, ist festzuhalten, dass ein akademisches Jahr « am 14. September anfängt ». Das akademische Jahr 2020-2021 hat also am 14. September 2020 angefangen.

Vor seiner Abänderung durch Artikel 1 des Dekrets vom 22. Oktober 2020 ermöglichte Artikel 12 des Dekrets vom 13. Juli 2016 nicht die Anwendung des in B.2.1 wiedergegebenen Artikels 4 desselben Dekrets während des akademischen Jahres 2020-2021. Eine der Folgen der Abänderung von Artikel 12 des Dekrets vom 13. Juli 2016 durch das Dekret vom 22. Oktober 2020 besteht darin, die Anwendung dieses Artikels 4 während dieses akademischen Jahres zu ermöglichen.

In Anbetracht dessen, dass - wie in B.3.2 erwähnt wurde - Artikel 1 des Dekrets vom 22. Oktober 2020 erst am 8. November 2020, d.h. als das akademische Jahr 2020-2021 bereits angefangen hatte, in Kraft getreten ist, hat er Rückwirkung, insofern er die Anwendung von Artikel 4 des Dekrets vom 13. Juli 2016 während jenes Teils dieses akademischen Jahres, der dem Inkrafttreten des Dekrets vom 22. Oktober 2020 vorangeht, ermöglicht.

B.4.2. Insofern er bestimmt, dass Artikel 1 des Dekrets vom 22. Oktober 2020 mit 1. Juli 2020 wirksam wird, deutet Artikel 2 dieses Dekrets darauf hin, dass davon auszugehen ist, dass von diesem Tag an die Einschreibung eines Studierenden, der nicht Inhaber der in Artikel 4 des Dekrets vom 13. Juli 2016 erwähnten « Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus » war, für den zweiten « Jahresblock von 60 Studienpunkten » des Programms des ersten Zyklus des Universitätsstudiums der Veterinärmedizin nicht möglich war.

B.5. In seinem Entscheid Nr. 82/2021 vom 3. Juni 2021 hat der Gerichtshof in Beantwortung einer vom Staatsrat gestellten Vorabentscheidungsfrage für Recht erkannt, dass die Artikel 1 und 2 des Dekrets vom 22. Oktober 2020 gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 3 erster Satz der Verfassung in Verbindung mit dem allgemeinen Grundsatz der Nichtrückwirkung der Gesetze verstoßen, indem sie der Verlängerung der Folgen von Artikel 4 des Dekrets vom 13. Juli 2016 über das akademische Jahr 2019-2020 hinaus Rückwirkung verleihen.

B.6. Aus den in der Klageschrift enthaltenen Darlegungen geht hervor, dass die in Anwendung von Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erhobene Nichtigkeitsklage die Nichtigerklärung der Artikel 1 und 2 des Dekrets vom 22. Oktober 2020 bezweckt, insofern sie der Verlängerung der Folgen von Artikel 4 des Dekrets vom 13. Juli 2016 über das akademische Jahr 2019-2020 hinaus Rückwirkung verleihen.

B.7. Im Entscheid Nr. 82/2021 wird die Feststellung der Verfassungswidrigkeit durch folgende Erwägungen begründet:

« B.6. Die Nichtrückwirkung von Gesetzen ist eine Garantie zur Vermeidung von Rechtsunsicherheit. Diese Garantie erfordert es, dass der Inhalt des Rechtes vorhersehbar und zugänglich ist, so dass der Rechtssuchende in vernünftiger Maß die Folgen einer bestimmten Handlung zu dem Zeitpunkt vorhersehen kann, an dem die Handlung ausgeführt wird. Die Rückwirkung ist nur dann gerechtfertigt, wenn sie unerlässlich ist zur Verwirklichung einer Zielsetzung allgemeinen Interesses.

[...]

B.7. Eine Regel ist als rückwirkend einzustufen, wenn sie auf Fakten, Handlungen und Situationen Anwendung findet, die zum Zeitpunkt ihres Inkrafttretens endgültig abgeschlossen waren.

[...]

B.9. Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates, die am 22. Juli 2020 mit einem Antrag auf Gutachten zum Vorentwurf eines Dekrets mit ähnlichen Bestimmungen wie diesen beiden Artikeln des Dekrets vom 22. Oktober 2020 befasst wurde, erinnert im Gutachten 67.831/2 vom 21. September 2020 daran, dass die Nichtrückwirkung der Gesetze darauf abzielt, Rechtsunsicherheit zu vermeiden, und dass die Rückwirkung einer Gesetzesbestimmung nur dann gerechtfertigt ist, wenn sie zur Verwirklichung einer Zielsetzung allgemeinen Interesses unerlässlich ist. In diesem Gutachten fordert die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates den Verfasser der erwähnten Bestimmungen dazu auf, die Rechtfertigung der Rückwirkung der beabsichtigten Maßnahmen zu erläutern (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2020-2021, Nr. 127/1, SS. 34-35, 38 und 47).

B.10. Die Verfasser des Dekrets vom 22. Oktober 2020 begründen die mit der Verlängerung der Folgen von Artikel 4 des Dekrets vom 13. Juli 2016 über das akademische Jahr 2019-2020 hinaus verbundene Rückwirkung mit der ' Notwendigkeit, eine gesetzliche Grundlage zu schaffen ', mit dem ' Bemühen um Rechtssicherheit ' und mit der Notwendigkeit, über die in Artikel 12 desselben Dekrets vorgesehene Bewertung zu verfügen (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2020-2021, Nr. 129/1, SS. 3-4; *CRI, Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, Nr. 5, 21 Oktober 2020, SS. 30-31).

B.11. Solche Rechtfertigungen genügen nicht, damit festgestellt wird, dass die aus den beiden in Rede stehenden Bestimmungen sich ergebende Rückwirkung zur Verwirklichung einer Zielsetzung allgemeinen Interesses unerlässlich ist ».

B.8. Aus den gleichen Gründen ist die Nichtigkeitsklage begründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt die Artikel 1 und 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 22. Oktober 2020 « zur Abänderung des Dekrets vom 13. Juli 2016 über das Studium der Veterinärmedizin » für nichtig, insofern sie der Verlängerung der Folgen von Artikel 4 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 13. Juli 2016 « über das Studium der Veterinärmedizin » über das akademische Jahr 2019-2020 hinaus Rückwirkung verleihen.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 21. Oktober 2021.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

F. Daoût